

Le mouvement social britannique en 1968

KEITH DIXON
Triangle – Lyon 2

*Paris London Rome Berlin. We shall fight and we will win*¹ titrait en mai 1968 le premier numéro de *Black Dwarf*, journal de la gauche intellectuelle contestataire qui avait repris le nom d'une revue radicale du début du XIX^e siècle, se situant ainsi dans la longue tradition britannique de critique sociale appuyée par les armes de la satire et de la caricature. On trouve dans le comité éditorial des noms qui allaient marquer l'histoire politique et intellectuelle de la gauche britannique au cours des années suivantes. S'y côtoyaient, entre autres, Sheila Rowbotham, future historienne des luttes des femmes, Adrian Mitchell, figure de la scène poétique alternative de Liverpool, Fred Halliday qui devait devenir un des meilleurs spécialistes britanniques du Moyen Orient, ou Tariq Ali, jeune bourgeois pakistanais qui laissera son empreinte d'abord sur le trotskisme britannique (où il deviendra une figure de proue de la 4^e Internationale au sein du *International Marxist Group*), ensuite sur le journalisme politique (pilier de la *New Left Review*, il multipliera des formes d'intervention politique tout au long d'une vie de lutte, du film documentaire au pamphlet érudit). Ce premier numéro du journal a été rédigé pendant les événements de mai en France où *Black Dwarf* avait envoyé un correspondant spécial.

Un an et demi plus tôt, en janvier 1967, les étudiants de la *London School of Economics*, qui protestaient contre la nomination à la direction de l'école d'un universitaire rhodésien, soupçonné de maintenir des liens avec le régime de domination blanche, avaient forcé l'entrée dans l'établissement, organisant une assemblée générale sur place. Dans l'affrontement qui s'en était suivi, les manifestants s'étaient

1. Paris, Londres, Rome, Berlin. Nous lutterons et nous vaincrons.

retrouvés avec un mort sur les bras : le concierge de l'école venu prêter main-forte à la direction et terrassé par une crise cardiaque. Pendant les deux années qui ont suivi, l'agitation politique perdure à la LSE, devenue en 1968 un des épicentres de la contestation estudiantine britannique. Car les étudiants de l'institution londonienne hautement sélective ne sont pas seuls. Entre le 28 mai et le 8 juillet 1968, les étudiants des beaux-arts du *Hornsey College of Art* occupent les locaux et exigent de nouvelles pratiques pédagogiques (un des animateurs deviendra beaucoup plus tard ministre du gouvernement de Blair); en octobre 1968 ce sont les étudiants de Hull qui prennent le relais en occupant leur faculté. Au cours de cette année-là, les étudiants occupent aussi les locaux universitaires à Coventry, à Brighton et à Colchester.

Peut-on pour autant parler d'un mouvement britannique de la même ampleur que celui qui secouait la France, l'Italie, ou dans un tout autre contexte (montée des luttes contre la ségrégation raciale et du mouvement contre la guerre au Vietnam) les États-Unis ? Sans doute pas. S'il est vrai que certaines organisations de la gauche radicale britannique, comptant beaucoup d'étudiants ou de jeunes universitaires, ont vu le jour en 1968 (*International Marxist Group* et *Institute of Workers' Control* de Ken Coates), leur impact – de toute manière relativement marginal en termes politiques – ne se fera pas sentir avant la décennie suivante. Une des spécificités des luttes estudiantines britanniques en 1968 fut leur caractère très localisé et les origines sociales plutôt bourgeoises des principaux protagonistes. L'agitation se limitait à quelques universités anglaises nouvelles, comme celle de Sussex à Brighton, mais surtout à des institutions de l'élite universitaire, comme la *London School of Economics* ou l'université d'Oxford. Pour la seule année 1968, les effectifs d'un seul groupe de la gauche radicale (*International Socialists – IS*) sont passés de 5 à plus de 300 à Oxford. La grande majorité des institutions universitaires est cependant restée en dehors de la vague de contestation : des régions entières n'ont connu aucune secousse. S'il y a eu une certaine radicalisation de la jeunesse estudiantine britannique, c'est surtout au cours des années 1970, avec un décalage dans le temps par rapport au mai européen, avant

que la crise et l'arrivée de Margaret Thatcher ne sifflent la fin d'une récré qui avait suffisamment duré.

Faisant le bilan de 1968 du point de vue de l'agitation de la jeunesse, l'historien britannique, plutôt conservateur, Dominic Sandbrook n'a pas tort lorsqu'il fait remarquer dans son long ouvrage sur la période, *White Heat* :

« Pour certains historiens, ce qui est remarquable dans les événements de 1968, c'est le contraste entre les événements localisés et à petite échelle en Grande-Bretagne et les bouleversements réels et les effusions de sang en France, par exemple, et aux États-Unis. Comme l'affirme Albert Hirschman, économiste politique américain, la *révolution 1968* n'a pas eu lieu en Grande-Bretagne, ce qui fait d'elle une exception parmi les pays du monde occidental². »

En cela, Sandbrook est rejoint par Tariq Ali, qui dans un récent article dans la revue américaine de gauche, *Counterpunch*, termine son évocation de la situation politique en Grande-Bretagne en 1968, par cette remarque : « Par rapport à ce qui se passait ailleurs, la Grande-Bretagne n'a pas connu d'événement majeur cette année-là : les occupations de facultés et les émettes à *Grosvenor Square* [contre la guerre au Vietnam] n'ont pas constitué une vraie menace pour le gouvernement travailliste, qui soutenait les États-Unis tout en refusant d'envoyer des troupes britanniques au Vietnam.³ »

L'année 1968 serait-elle alors une case vide dans l'histoire de la Grande-Bretagne, un objet non existant pour la réflexion historique comparative ? Peut-être pas. Mais il faut sans doute chercher ailleurs la vraie signification du « tournant » de 1968 dans l'histoire du mouvement social britannique. Alors que les étudiants d'Oxford découvraient le marxisme et la rhétorique révolutionnaire (pour la deuxième fois dans l'histoire de cette auguste institution⁴), et que certains d'entre eux se préparaient à une longue marche qui a démarré avec la lecture de Mao ou de Trotski et se termine aujourd'hui avec le soutien de la politique guerrière de Blair et de Bush⁵, le gouvernement (travailliste) britannique de l'époque ne prêtait pas trop d'attention à la menace révolutionnaire qui grondait derrière les murs d'Oxbridge⁶. Confronté à une crise économique et sociale importante, signalée par une détérioration dans la balance des paiements et bientôt par une dévaluation de

2. Dominic Sandbrook, *White Heat. À l'histoire de la Grande-Bretagne dans les années 1960*, Abacus, 2006, p. 543.
3. Tariq Ali, « Storming Heaven » dans *Counterpunch*, 30 avril, 2008.
4. Dans les années 1930, l'université d'Oxford avait déjà connu une radicalisation de certains de ses étudiants proches ou membres du parti communiste de Grande-Bretagne.
5. Le plus connu de ces marxistes oxfordiens devenus les nouveaux thuriféraires de la guerre contre le terrorisme (islamiste, s'entend) est Christopher Hitchens, ancien militant des *International Socialists* et ancien journaliste du *New Statesmen*, devenu un des soutiens les plus actifs de la politique de Bush. Un parmi tant d'autres...
6. Terme composé de Oxford et Cambridge, qui renvoie aux deux universités et, souvent, à leur statut intellectuel et social.

la livre sterling que le gouvernement travailliste avait tout fait – avec l'appui de l'allié américain – pour éviter, c'est surtout la dimension sociale potentiellement déstabilisatrice de cette crise et la montée parallèle de la contestation ouvrière dans l'industrie britannique qui préoccupaient Harold Wilson et ses ministres pendant l'administration travailliste qui a duré d'octobre 1964 à juin 1970 (ponctuée par des élections législatives anticipées remportées par les travaillistes en mars 1966).

En effet, après une décennie relativement calme sur le front social entre 1945 et 1955, on constate une montée inexorable des luttes ouvrières dans l'industrie britannique à partir du milieu des années 1950 et tout au long des années 1960. Cette tendance s'accélère à la fin des années 1960, au moment où l'économie britannique semble chanceler et les revendications salariales devenir plus insistantes avec la montée de l'inflation. Déjà, pour la seule année 1968, on enregistre officiellement 2 378 conflits de travail et 4 690 000 journées perdues (par rapport à 2 116 conflits et 2 787 000 journées perdues en 1967). En moyenne il y aura 968 journées de travail perdues par 1 000 salariés entre 1968 et 1972 en Grande-Bretagne (par rapport aux 184 journées par 1 000 salariés entre 1963 et 1967 ; en France pendant la même période on a perdu en moyenne annuelle 277 journées par 1 000 salariés). On est loin des chiffres des années 1970, qui ont connu une véritable explosion de la conflictualité au travail en Grande-Bretagne, mais la montée des luttes préoccupe aussi bien les gouvernants britanniques que certaines directions syndicales.

Car non seulement les luttes s'intensifient au cours des années 1960, mais leur caractère change. On observe pendant cette période une augmentation significative des grèves dites « non officielles » ou sauvages (*wildcat strikes*), c'est-à-dire, dans le contexte britannique de l'époque, déclenchées à la base sans l'appui (initial) des directions syndicales. Beaucoup de ces grèves deviennent, bien sûr, « officielles » par la suite lorsque les syndicats décident d'appuyer les revendications de leurs adhérents, mais le fait est que l'on voit émerger au cours des années 1960 et 1970 une nouvelle façon de gérer les revendications ouvrières, prises en charge par des délégués d'atelier (*shop stewards*) souvent

en contradiction avec les accords d'entreprise signés par les directions et les syndicats. Dès les premiers mouvements de ce type, les directions syndicales issues de l'aile droite du mouvement travailliste et les dirigeants travaillistes y verront la main invisible de la subversion politique.

Déjà lors de la grève des marins britanniques de 1966, officielle celle-là puisque conduite par la *National Union of Seamen*, Wilson avait déclaré l'état d'urgence après une semaine de grève (elle devait durer six semaines) et disait y voir l'influence d'« hommes politiquement motivés », autrement dit d'agitateurs communistes. Tout au long des années 1960, les médias britanniques, confortés par des déclarations alarmistes de dirigeants syndicaux, voyaient dans la résurgence des luttes sociales les effets de la subversion communiste. Et pourtant, les quelques études sérieuses qui ont tenté d'analyser les nouveaux mouvements sociaux de cette période et surtout de comprendre l'émergence des délégués d'atelier comme acteurs significatifs des luttes ouvrières, permettent de relativiser assez fortement les propos dénonçant les « meneurs » politiques. Ainsi, Huw Beynon, dans son étude des usines Ford des années 1960⁷, qui avaient vu se construire un formidable réseau de comités de délégués d'atelier, insiste sur le fait que le parti communiste de Grande-Bretagne, effectivement présent dans l'usine de Dagenham, se méfiait des analyses et des pratiques basistes de certains délégués. Il encourageait cependant la mise en place de comités locaux de délégués d'atelier, à côté des structures syndicales officielles mais faisait tout son possible pour que ces comités ne s'opposent pas aux directions syndicales (où le parti communiste espérait avancer ses propres représentants). Dans une étude plus récente, John McIlroy⁸ insiste sur les relations étroites que Bert Ramelson (responsable de l'organisation du parti communiste dans les entreprises à l'époque) entretenait avec certains dirigeants syndicaux et sur sa volonté de voir le parti communiste mieux représenté aussi bien à la base qu'au sommet du mouvement syndical. Volonté pas vraiment couronnée de succès puisque les communistes britanniques continuent, bon an mal an, à camper sur les marges du mouvement ouvrier organisé au cours d'une période qui a vu une explosion d'activité revendicative.

7. Huw Beynon, *Working for Ford* (1973), EP Publishing, 1975.

8. John McIlroy, « Notes on the Communist Party and Industrial Organization » in J. McIlroy, Nina Fishman et Alan Campbell, *The High Tide of British Trade Unionism*, Merlin Press, 2007, pp. 216-258.

C'est cependant dans ce contexte d'intensification des luttes ouvrières et de la perte partielle de contrôle des directions syndicales que le gouvernement travailliste prend un virage historique. Il met en cause une des grandes traditions syndicales et ouvrières britanniques – leur attachement aux négociations dites « libres » (c'est-à-dire libres de toute interférence gouvernementale) – et s'aventure sur le terrain de la régulation juridique des relations de travail. C'est tout le sens d'un livre blanc, *In Place of Strife* (En lieu et place du conflit) rédigé dans les derniers mois de 1968 par Barbara Castle, toute nouvelle ministre de l'Emploi et de la Productivité, et surtout identifiée à l'époque à l'aile gauche du parti travailliste. Frustré par les conclusions à ses yeux trop timides d'une vaste enquête parlementaire sur les relations de travail sous l'égide de Lord Donovan, qui venait de rendre son rapport final, le gouvernement de Wilson voulait des propositions capables de mettre fin à l'« anarchie » industrielle. En cela, il avait bien sûr l'appui d'une partie du patronat britannique qui voyait d'un très mauvais œil l'extension de nouvelles formes de contrôle ouvrier sur certains aspects de la production. Ce fut justement une des caractéristiques du mouvement des délégués d'atelier que d'intervenir sur les questions considérées comme relevant de la seule prérogative patronale, par exemple la cadence des chaînes de montage et le choix des ouvriers qui y travaillaient.

L'histoire d'*In Place of Strife* est l'histoire d'un échec provisoire, souvent présenté comme la grande occasion perdue par les travaillistes de montrer leur sens des responsabilités en matière de relations de travail. Le document était effectivement mort-né lors de sa publication au début de l'année 1969 : son auteur proposait une reconnaissance accrue des syndicats, garantie par la loi, et avançait « en échange » un dispositif juridiquement contraignant qui avait pour vocation de limiter le recours à la grève et surtout de réduire le nombre de grèves non officielles. Ce sont les mesures incluses dans le volet anti-grève du livre blanc (possibilité d'intervention du gouvernement pour mettre fin à un conflit du travail ; imposition dans certains cas d'une période de réflexion de 28 jours avant le déclenchement d'une grève) qui ont rencontré l'opposition vigoureuse d'une partie du

mouvement syndical, surtout des nouveaux leaders issus de la gauche comme Hugh Scanlon, responsable du syndicat des mécaniciens (*Amalgamated Union of Engineering Workers*) et Jack Jones, ancien des Brigades internationales en Espagne et tout nouveau leader du puissant syndicat des transports (*Transport and General Workers' Union*).

Le gouvernement travailliste a reculé et les recommandations du livre blanc de Barbara Castle ont été abandonnées. Mais le revirement de la direction travailliste et sa tentative de mettre au pas un mouvement ouvrier qui n'obéissait plus à ses dirigeants naturels ne passaient pas inaperçus du côté des conservateurs. Au contraire, s'inspirant de cette tentative avortée des travaillistes d'imposer de nouvelles contraintes juridiques au mouvement syndical, le gouvernement d'Edward Heath (1970-1974) va tenter d'aller plus loin que ses prédécesseurs en créant des tribunaux du travail devant lesquels les syndicats accusés de pratiques syndicales « injustes » pouvaient être traduits et en introduisant de nouveaux dispositifs juridiques permettant au gouvernement de punir financièrement les syndicats récalcitrants. C'est le début d'une longue bataille menée par les conservateurs pour rétablir « *the management's right to manage* » – le droit des directions de diriger effectivement les entreprises –, tentative contrée de nouveau par la mobilisation du mouvement syndical britannique sous le gouvernement Heath mais finalement imposée avec une rigueur inflexible pendant les trois gouvernements de Margaret Thatcher de 1979 à 1990.

Si l'année 1968 constitue une rupture dans l'histoire sociale de la Grande-Bretagne, c'est bien parce que les propositions de Wilson et Castle ont, à leur façon, ouvert la voie à une transformation du paysage syndical britannique. Elles ont ouvert une brèche dans laquelle leurs successeurs conservateurs ont su s'engouffrer avec le succès que l'on sait. Non seulement en Grande-Bretagne, où les droits syndicaux ont connu un très grand bond en arrière après l'arrivée de Margaret Thatcher en 1979, mais un peu partout dans le monde occidental où l'on a suivi l'expérience britannique avec intérêt. La marginalisation, voire la criminalisation de l'activité syndicale et la disqualification symbolique des luttes ouvrières ont été intégrées dans un nouveau sens

commun et, ce faisant, en nouvelles normes de gouvernance sociale et économique. Lorsque l'on lit de nouveau le slogan de *Black Dwarf – Paris London Rome Berlin. We shall fight and we will win* –, on ne peut s'empêcher de penser qu'il a quelque chose de vrai au regard des 40 dernières années, mais pas dans le sens initialement voulu par Tariq Ali et ses amis. Ceux qui se sont battus et qui ont gagné dans ces quatre capitales européennes sont ceux justement *contre* lesquels *Black Dwarf* s'était constitué : les conservateurs de tous les pays et leurs amis conservateurs au sein du mouvement social international. ■